

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 69 (1977)
Heft: 11

Artikel: Les dangers du pouvoir : aux rencontres internationales de Genève
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-385894>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les dangers du pouvoir

Aux Rencontres internationales de Genève

Les XXVI^{es} Rencontres internationales de Genève ne sont, pour ceux qui s'y intéressent, plus qu'un souvenir s'estompant dans le passé. La presse genevoise en a parlé au cours de la première quinzaine d'octobre. La Radio suisse romande a diffusé, en quelques émissions encadrées de fioritures musicales, quelques extraits des conférences qui se sont succédé du lundi au vendredi soir.

La «Correspondance syndicale suisse» (N° 39, du 12 octobre 1977) a mentionné brièvement le déroulement de ces Rencontres se faisant l'écho de quelques critiques exprimées à leur sujet au lendemain de la dernière table ronde et selon une coutume bien genevoise. Notre intention n'est pas de revenir ici sur tout ce qui s'est dit durant cette première semaine d'octobre. Il s'est dit beaucoup de choses d'un intérêt inégal. Et malgré tout ce qui s'y est dit, nombre d'auditeurs ont eu, à la fin, un sentiment de frustration. A leur avis, les débats n'ont pas été assez ouverts au public. Sur bien des problèmes soulevés, des gens auraient voulu prendre une part active aux entretiens, exprimer leur manière de voir. Ils n'en ont pas eu l'occasion et ils s'en sont plaints.

C'est normal. Mais l'important est qu'il y eut cette fois un effort remarquable de renouvellement, l'abandon délibéré de tous les à-côtés mondains. A part la réception, au départ, offerte aux invités par les autorités genevoises – ce qui est aussi dans la bonne tradition genevoise – il n'y eut plus de rendez-vous au château de Coppet ni grand concert de l'OSR réservé aux participants ni spectacles et représentations cinématographiques.

Du côté de l'austérité, on a forcé la dose: huit grandes conférences, huit entretiens-débats et une grande table ronde finale. Le tout en moins de six jours. C'était trop. Cependant, la nouvelle formule est en rodage. Elle est bonne. Il suffit d'élaguer les prochains programmes pour que tout se passe le mieux du monde. Les RIG ont leur rôle à tenir au niveau culturel le plus large et une audience internationale méritée. En dépit de quelques écueils à peu près inévitables, elles méritent appui par les sujets qu'elles abordent, parfois avec audace, et les centres d'intérêt qu'elles procurent.

Les périls de la science

Mettre à l'affiche le thème central du pouvoir, c'est déjà une grande ambition. Et c'est faire preuve d'indépendance envers certains pouvoirs qui n'aiment pas beaucoup qu'on parle d'eux dans la mesure même où ils sont redoutables et même dangereux.

On s'en est aperçu dès le premier soir par le remarquable témoignage apporté à la tribune de l'Uni II par le savant physicien Lew Kowarski. C'est un pionnier dans l'utilisation de l'énergie nucléaire à des buts

pacifiques. Il a collaboré à la réalisation de centrales pour la production d'électricité. Il fut aussi un des tout premiers à voir les périls d'une utilisation abusive, à montrer les périls d'un recours au système des surgénérateurs avant qu'on soit pleinement capable de le maîtriser. Il a refusé d'être le coresponsable d'une course sans limite à une production nucléaire, sans d'abord écarter les plus graves dangers.

Il a montré, au premier soir de ces Rencontres, les liens tissés entre le pouvoir et la science. Pouvoir politique et pouvoir économique. Des rapports qui deviennent rapidement de subordination de la seconde aux premiers. Les savants savent ce qu'ils font et où ils vont. L'économie les entraîne, à leur corps défendant, dans sa course au profit. Aux savants de faire un choix qui implique le sacrifice d'une carrière, un choix lourd de conséquences. Mais aussi un choix qui engage leur responsabilité de citoyens, d'hommes libres... pour autant qu'ils tiennent à leur liberté plus qu'à des situations sociales confortables. Kowarski a fait ce choix. Il est donc bien qualifié pour affirmer que le refus des savants et des chercheurs de se soumettre inconditionnellement au profit est la seule voie du salut pour l'humanité entière.

Références musicales et photographiques

Il y eut, pour agrémenter ces journées chargées et austères, deux conférences centrées sur un thème musical, celles du professeur Jean Starobinski, président des RIG, aux dons très variés, et du maire de Genève, Claude Ketterer, resté très attaché à ses origines syndicales le reliant toujours à ses anciens collègues des PTT. Le premier a montré, en analysant avec subtilité l'opéra de Mozart «La Flûte enchantée» divers niveaux du pouvoir. Le second a parlé de la tragédie du pouvoir en se référant à l'unique opéra de Beethoven «Fidelio». Une référence agréablement accompagnée de nombreux fragments de l'œuvre beethovénienne. Ce fut, dans les deux cas, une démonstration originale très appréciée de tout le public, et non seulement des mélomanes. Une façon habile de redonner aux arts leur place dans ces Rencontres. Soulignons aussi, en passant, la remarquable exposition de photos très suggestives de Jean Mohr, ayant un rapport souvent très direct avec le pouvoir, le pouvoir politique en particulier, sous la forme la plus répressive. Ces 150 documents impressionnants pouvaient se contempler à loisir dans le hall reliant les deux auditoriums accueillant alternativement le public.

Il va de soi que relater tout ce qui s'est dit au cours des débats qui ont suivi les conférences nous amènerait trop loin. Toutes les pages de ce numéro n'y suffiraient pas. Ils furent d'ailleurs de très inégale valeur, n'éclairant guère l'auditoire sur des aspects insolites du pouvoir.

Il y eut, par exemple, à la fin de la semaine un entretien sur le pouvoir médical. On n'y entendit que des médecins dont nous ne mettons pas en doute la compétence professionnelle. On aurait bien voulu entendre aussi au moins un porte-parole des caisses de maladie et, pourquoi pas?, également un assuré. Le coût de la santé publique intéresse les uns et les autres et tout le monde à titre de contribuable. Les sommités médicales firent étalage de leur conscience professionnelle et parlèrent de leurs patients avec un touchant paternalisme.

La menace totalitaire

Après la voix du savant et celle de l'esthète-philosophe, Jeanne Hersch, également professeur à l'Université de Genève, a offert aux auditeurs quelques-uns des meilleurs moments de ces Rencontres en nous entretenant de la nature du pouvoir.

Jeanne Hersch s'impose partout où elle intervient et quels que soient les sujets traités par son remarquable esprit de clarté, de précision, son souci des nuances propres à rendre sensibles et concrets les problèmes les plus abstraits.

Elle a distingué d'abord entre le pouvoir, avant tout le politique, et la notion fondamentale et plus générale du pouvoir. Le premier ne peut se concevoir sans le second qui se retrouve chez tous sous des formes très variées. Il n'a de sens moral, de valeur sociale que selon l'usage qu'en fait celui qui le détient. Ce pouvoir, ainsi dilué, devient anonyme, et cet anonymat, encore favorisé par les moyens de communication, le rend encore plus dangereux, moins maîtrisable. Devant ce pouvoir, recouvert du voile de l'anonymat, si difficile à situer, à dominer, les hommes qui le perçoivent mais ne peuvent y faire face sont enclins à abdiquer, à se résigner, à démissionner. Et cette attitude de résignation, ce sentiment généralisé d'impuissance renforcent la position des détenteurs de ce pouvoir. On ne voit plus comment y résister, comment le mater. Et c'est alors qu'apparaît la tentation de l'appel à un super-homme, s'appropriant ce pouvoir qui échappe aux autres pour mieux les dominer. C'est ainsi que naît la menace du totalitarisme. Menace aggravée par les partisans de l'anti-pouvoir. Ils s'opposent à tout pouvoir quel qu'il soit, préparant ainsi – consciemment ou non – la voie à ceux qui n'hésitent pas à s'emparer du pouvoir à leur profit exclusif pour mettre à exécution leurs desseins totalitaires. C'est la négation de la liberté qui, pour exister, doit se fonder sur un pouvoir, non pas au service d'un homme, d'un groupe, mais de la collectivité. C'est le pouvoir démocratique, fondé sur le respect d'autrui, l'égalité des droits, la pluralité des opinions, la justice sociale. Il n'y a pas de pouvoir démocratique sans libertés ni libertés sans pouvoir, sans équilibre et harmonie au sein de la société humaine. Conclusion logique d'une démonstration cohérente inspirée d'un profond esprit démocratique.

Il est apparu clairement qu'on ne peut pas tout demander au pouvoir politique ni s'y opposer par principe et aveuglément. Tout ira mieux si chacun, prenant ses responsabilités et ayant une juste vision des choses, sait trouver la bonne voie pour sauvegarder les libertés s'épanouissant dans un climat d'harmonie sociale.

L'exposé de Jeanne Hersch fut si riche, si dense que, tout naturellement, le débat, qui en fut le prolongement, fut l'un des plus intéressants, des plus éclairants. Ce fut, notamment, l'occasion d'entendre le grand Européen qu'est Denis de Rougemont. Il releva la qualité exceptionnelle de ce qu'il appela «une leçon de modération politique». Il insista sur les limites du pouvoir, sur celui constitué par une délégation de la souveraineté populaire et montra, lui aussi, le danger que constitue l'omniprésence du pouvoir.

Le réalisme de Jacques Attali

Une des têtes d'affiche de ces XXVI^{es} Rencontres fut, de l'avis unanime, l'économiste français Jacques Attali, 34 ans, un des cerveaux les plus brillants de la jeune intelligentsia actuelle, qui a conquis rapidement les titres les plus enviés des hautes écoles de son pays: Ecole nationale d'administration, Ecole polytechnique, Ecole des mines, Institut d'études politiques. Il est le conseiller le plus écouté du leader socialiste français François Mitterand.

Le régime économique libéral que nous subissons autorise, à ses yeux, un grand scepticisme. Les théories économiques lui paraissent suspectes. L'économie ne semble avoir de raison d'être que de légitimer le pouvoir dominant. Il convient de mieux connaître la réalité des rapports entre l'économie et le pouvoir, de bien voir si, en dernière analyse, celui-ci n'est pas au service de celle-là. Il y a le pouvoir politique, mais aussi le pouvoir de l'entreprise. D'où la multiplication des pouvoirs. D'où aussi les grandes inégalités sociales maintenues grâce à ces rapports. Il y a les producteurs de biens d'une part et les consommateurs de l'autre. Dans les structures actuelles, producteurs et consommateurs sont les mêmes. Ce sont des marchandises dont dispose à son gré et pour son profit le pouvoir économique. Ou plutôt les pouvoirs économiques, car il y a multiplication des pouvoirs. Producteurs dans les usines, les ateliers et les laboratoires, nous sommes aussi des consommateurs, des machines à détruire. Production de l'offre et production de la demande, dans ce qu'elles ont actuellement de chaotique, d'anarchique, entraînant le cycle des crises d'une amplitude plus ou moins grande. Pour s'en sortir il faut trouver le moyen le plus efficace de transformer les rapports de pouvoir, d'adapter les mécanismes de la production à ceux de la consommation. Pour le moment, nous sommes tous orientés vers la jouissance des biens. Nous subissons l'esclavage de la jouissance, particulièrement illustrée par le règne omniprésent de la voiture qui, à l'achat et à

l'entretien coûte trois à quatre fois plus cher que le prix réel de sa production.

L'homme consommateur doit acquérir les moyens de contrôle de la production, de l'utilisation – notamment des sources d'énergie – le contrôle même de la demande. Apprendre à disposer de ces moyens de contrôle et de surveillance c'est aussi apprendre à vivre. A ne pas mourir de la domination incontrôlée et aberrante des pouvoirs.

Intervention syndicale

Le débat qui suivit immédiatement cet exposé, un feu d'artifice oratoire, une démonstration très schématisée des désordres créés par l'économie libérale, fut aussi précis et concentré que le discours d'Attali. Un banquier genevois, un diplomate du Palais fédéral, un représentant africain d'une institution internationale de Genève, un jeune professeur en science politique de Paris y prirent part avec le collègue Jean Clivaz, secrétaire de l'Union syndicale suisse. Ce fut le seul syndicaliste que l'on eut l'occasion d'entendre lors de ces débats sur les rapports entre les pouvoirs et les puissances économiques.

Le souci de Jean Clivaz fut essentiellement de ramener aux réalités quotidiennes les brillantes démonstrations théoriques de Jacques Attali.

Il posa le problème concret des pouvoirs dont peuvent disposer les producteurs, de leur accession au pouvoir économique; le problème aussi de l'intervention de l'Etat dans le fonctionnement des rouages économiques. Il s'agit surtout de ne pas négliger l'action des syndicats dans l'appareil de production comme dans les mécanismes de consommation. Les organisations syndicales libres, si elles disposent du pouvoir que leur donne le poids de leurs effectifs, la valeur de leurs actions, constituent un élément à ne pas négliger dans la recherche de nouveaux rapports, entre l'économie et le pouvoir.

Jean Clivaz souleva enfin l'interaction des divers groupes intéressés à une bonne marche de tout l'appareil économique. Il montra que ce qui est absolument nécessaire c'est la transparence de leurs diverses actions dans le fonctionnement de l'appareil économique dans son ensemble. Une transparence qui, jusqu'ici, laisse beaucoup à désirer. Les plus puissants des groupes économiques qui exercent leur pouvoir, qui détournent à leur profit exclusif le jeu de l'offre et de la demande, sont trop portés et trop habitués au secret. Un secret dont on a eu récemment dans notre pays de retentissants et fâcheux exemples.

Ce furent les précisions attendues et nécessaires apportées au tableau très sombre brossé à grands traits par Jacques Attali. Et ce furent, du même coup, les moments les plus satisfaisants, les plus positifs de ces Rencontres internationales de Genève. (rb)